

Inde – Asie du Sud

Brèves agricoles – Mai-Juin 2025

Inde

- L'Inde mise sur les accords commerciaux pour renforcer sa résilience face aux incertitudes créées par les annonces du Président Trump
- Rapport de l'ICRIER pour une agriculture indienne à faible empreinte carbone
- En Asie du Sud, les perspectives agricoles 2024/25 sont favorables

Pakistan

- La production de blé et de coton orientée à la baisse sur 2024/2025
- En 2024/2025, le chiffre d'affaires du secteur de l'élevage est orienté à la hausse (croissance de 4,72%)
- Quasi-doublement des crédits bancaires au secteur agricole qui restent cependant sous l'objectif défini par la banque centrale
- Exportations : Les exportations de riz basmati ont augmenté de 15% en g.a. pour les 10 premiers mois de l'année budgétaire 2025

Sri Lanka

- Des récoltes de thé record en avril
- Les producteurs de thé dénoncent le poids des salaires
- Objectif de 400 millions de kilos de thé srilankais d'ici 2028 ?

Bangladesh

- Le secteur agricole voit son allocation légèrement diminuée pour le prochain budget

Népal

- Le Népal alerte sur sa forte exposition aux catastrophes naturelles et appelle à une coopération régionale pour renforcer les systèmes d'alerte précoce
- La Banque centrale du Népal autorise le commerce interbancaire des prêts agricoles et énergétiques pour améliorer la liquidité du secteur financier

Bhoutan

- Le Bhoutan lance l'initiative «Un enfant, un œuf» pour améliorer la nutrition infantile et soutenir l'agriculture durable
- Le Bhoutan mise sur l'agriculture haut de gamme avec sa stratégie 2034
- Le Bhoutan diversifie ses exportations agricoles vers de nouveaux marchés mondiaux au-delà de l'Inde et du Bangladesh

Inde

L'Inde mise sur les accords commerciaux pour renforcer sa résilience face aux incertitudes créées par les annonces du Président Trump

Le déficit commercial de l'Inde s'est fortement creusé en avril, atteignant 26,42 milliards de dollars, contre 21,54 milliards en mars, dans un contexte où le commerce mondial et les chaînes d'approvisionnement sont bouleversés par les hausses de droits de douane imposées par le président américain Donald Trump à ses partenaires commerciaux. Ainsi malgré une bonne progression des exportations (+9,03% entre avril 2024 et avril 2025), les importations ont progressé plus rapidement (+19,12%) tirées à la fois par les importations de produits pétroliers mais également par celles des produits non pétroliers (+16.34%).

Afin de limiter les effets des perturbations commerciales mais aussi géopolitiques, le PM Modi et le Ministre Goyal ont multiplié les déplacements officiels et entretiens bilatéraux pour finaliser les nombreux accords commerciaux en cours de négociations, assurer des voies d'exportation aux produits et services indiens mais également consolider leurs approvisionnements, notamment en minerais rares.

Se félicitant de l'Accord de Libre Echange signé récemment avec le Royaume-Uni, l'Inde espère que les échanges commerciaux entre l'Inde et le Royaume-Uni vont non seulement doubler d'ici 2030, mais ils vont également créer des millions d'emplois et permettre d'augmenter leurs exportations globales vers le Royaume-Uni.

Sur les accords commerciaux déjà conclus avec le Sri Lanka, le Bhoutan, la Thaïlande, Singapour, la Malaisie, la Corée, le Japon, l'Australie, les Émirats arabes unis, Maurice, le bloc des 10 nations de l'ANASE (Association des nations de l'Asie du Sud-Est) et le bloc des quatre nations européennes de l'AELE (Islande, Liechtenstein, Norvège et Suisse), l'Inde a fortement communiqué auprès des exportateurs pour que ces accords soient pleinement utilisés. Elle s'est également mobilisée pour que les investissements négociés dans l'accord avec l'AELE soient mis en œuvre rapidement.

Mises à part les discussions avec le Canada qui ont été suspendues en raison de la situation politique, l'Inde poursuit activement les négociations avec plusieurs de ses partenaires commerciaux : États-Unis, l'Union européenne (UE), le Pérou, Oman et Israël. La tournée européenne a ainsi vu le Ministre Goyal être très proactif et approcher bilatéralement plusieurs pays (France, Italie, Chypre) en parallèle des négociations avec l'Union. Enfin, l'Inde a lancé des négociations pour approfondir ses relations avec le Chili et la Nouvelle-Zélande. En savoir plus [article 1](#), [article 2](#)

Rapport de l'ICRIER pour une agriculture indienne à faible empreinte carbone

Entre 1950 et 2018, les températures moyennes dans le pays ont augmenté de 0,70 °C, tandis que les précipitations de la mousson d'été (juin à septembre) en Inde ont diminué d'environ 6 % entre 1951 et 2015, avec des baisses notables dans les plaines indo-gangétiques et les Ghâts occidentaux (MoES 2020). D'ici la fin du XXIe siècle, la température moyenne dans le pays devrait augmenter d'environ 2,4 °C à 4,4 °C par rapport à la période récente (moyenne de 1976 à 2005), selon le scénario d'émissions, intermédiaire ou élevé. Même si les pays atteignent les objectifs plus ambitieux proposés dans leurs CDN dans le cadre d'un scénario d'émissions intermédiaire, la valeur économique totale des pertes de récoltes (y compris les cultures vivrières et non vivrières) en Inde est estimée entre 28,6 et 54,8 milliards de dollars sur la période 2030-2050.

L'Inde est le troisième plus grand émetteur de GES au monde avec 3,13 milliards de tonnes d'équivalent CO₂, mais en termes d'émissions par habitant, elle est le plus faible parmi les principaux émetteurs. L'Inde a déjà réduit l'intensité carbone de son PIB de 33 % en 2019 par rapport à 2005 (MoEFCC 2023) et atteindra son objectif de 45 % avec les politiques existantes. Cependant, au cours des 25 prochaines années, l'Inde a des plans de croissance ambitieux et vise à atteindre le statut de pays développé d'ici 2047.

En 2019, l'Inde a déclaré 3132 milliards de tonnes équivalent CO₂ d'émissions de GES (sans LULUCF). Si l'on ajoute les émissions de carbone liées à la consommation d'engrais, de pesticides et d'électricité pour l'agriculture, la part totale des émissions de GES liées à l'agriculture atteindrait 18 à 20 %. Compte tenu de l'augmentation future de la demande alimentaire et des systèmes d'utilisation des terres due à la croissance démographique et à l'augmentation des revenus, les émissions agricoles en Inde, du moins en valeur absolue, sont appelées à augmenter. Des solutions innovantes à faible émission de carbone, qu'il s'agisse de produits ou de politiques, sont nécessaires de toute urgence (Singh & Gulati 2023b). Ce rapport de l'ICRIER examine les arguments en faveur de la promotion et du réalignment des politiques en faveur d'une agriculture à faible émission de carbone en Inde.

Se basant entres autres sur l'exemple du riz, l'ICRIER propose notamment de

- Passer du soutien des prix au transfert direct d'argent, rémunérer la séquestration du carbone dans le sol, encourager la transformation grâce à un prix de soutien préférentiel pour les cultures à faible émission de carbone ;
- imposer un prix sur le carbone et les autres GES par le biais de systèmes d'échange de quotas d'émission de carbone ;
- accroître la recherche et le développement publics dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture durables et promouvoir la R&D privée ;
- sensibiliser le public à des modes de consommation plus durables grâce à la certification et à l'éco-étiquetage ;
- renforcer les incitations financières ou réduire les risques/coûts pour les investissements du secteur privé dans l'agriculture ;
- garantir l'approvisionnement énergétique des agriculteurs grâce à la salarisation de l'agriculture.

[Rapport ICRIER – version complète](#)

En Asie du Sud, les perspectives agricoles 2024/25 sont favorables

En Inde, la production de blé devrait atteindre un record de 117 Mt (+6,3 %), et celle de riz 151 Mt (+9,56 %) ([article 1](#)), portées par une mousson globalement favorable. L'India Meteorological Department (IMD) prévoit des précipitations supérieures à la normale (106 %), malgré un ralentissement du début de mousson ([article 2](#)). Des épisodes localisés de chaleur et de pluies excessives ont néanmoins perturbé les cultures dans certaines zones, notamment dans les régions à forte pluviométrie du Karnataka, où le maïs, le riz, le café et les noix d'arec ont enregistré des pertes de rendement ([article 3](#)). Le prix du blé en Inde (MSP \approx 294 \$/t) ([article 4](#)) reste comparable aux prix internationaux (230–298 \$/t selon origine) ([article 5](#)).

Pakistan

La production du blé et du coton en baisse en 2024/2025

La production de deux des trois grandes cultures pakistanaïses (avec la production de riz) a baissé de 13,5% en valeur au cours de l'année budgétaire. Le phénomène est en partie dû au retour à la normale des grandes productions agricoles alors que la croissance en 2023/2024 avait été exceptionnelle (+16,8%). On notera trois autres facteurs qui expliquent la crise de ces grandes cultures : (i) la pénurie en eau constatée au cours des derniers mois ; (ii) certains producteurs de blé se sont déportés sur d'autres cultures (comme le maïs) du fait qu'ils ne bénéficient plus de prix plancher ; (iii) les ministères provinciaux de l'agriculture ont moins distribué aux agriculteurs des semences et des engrais en début de saison qu'au cours des années précédentes. Dans ce contexte, la confédération d'agriculteurs « Pakistan Kissan Ittehad » a appelé à des aides d'urgence (suppression de la TVA, mise en place d'un système de garanties de revenus en cas de mauvaises récoltes et baisse du prix de l'électricité pour les agriculteurs).

En 2024/2025, le chiffre d'affaires du secteur de l'élevage est orienté à la hausse (croissance de 4,72%).

Le secteur de l'élevage contribue à hauteur de 63,60 % de la valeur du secteur agricole pakistanais (+1,6 point de croissance par rapport à 2023/2024) et de 14,97 % au PIB national sur les 10 Premiers mois de l'année budgétaire.

Quasi-doublement des crédits bancaires au secteur agricole qui restent cependant sous l'objectif défini par la banque centrale

Les banques n'ont déboursé que 54,3 % des 2 600 Mds PKR (925 MUSD) d'objectifs de financement pour le secteur agricole qui leur avaient été assigné par la banque centrale (SBP-State bank of Pakistan) pour l'exercice 2024-2025. En 2023-2024, les grandes banques commerciales avaient atteint 65,7% de l'enveloppe de 1 150 Md PKR (400 M USD) qui leur avait été attribuée. Les banques prêtent notamment sur la mécanisation et l'amélioration des technologies semencières.

Exportations : Les exportations de riz basmati ont augmenté de 15% en g.a. pour les 10 premiers mois de l'année budgétaire 2025

Les exportations de riz basmati pour les dix premiers mois de l'exercice 2025 se sont élevées à 707 875 tonnes, en hausse de 15 % par rapport aux 612 126 tonnes exportées à la même période de l'année 2023/2024. Les exportations de riz « padi » ont cependant légèrement diminué, s'établissant à 4 390 333 tonnes (contre 4 474 855 tonnes pour l'exercice 2024).

Le Pakistan a exporté pour 1 Md USD de riz vers l'Afrique, en baisse de 100 000 tonnes par rapport au « padi » indien qui vend son riz moins cher d'environ 10 % que le « padi » pakistanais sur les marchés africains.

Les exportations pakistanaïses de riz basmati ont chuté à 43 895 tonnes en avril 2025, marquant la pire performance mensuelle de l'exercice budgétaire en cours (la moyenne mensuelle d'exportation sur les 10 premiers mois de l'année budgétaire juillet 2024-avril 2025 s'établissait à 70 000 tonnes). Selon certaines analyses, la fermeture de la frontière avec l'Iran depuis le début du mois d'avril a entraîné une baisse des livraisons de riz Basmati pakistanais en Iran, en Azerbaïdjan et en Turquie. [En savoir plus](#)

Sri Lanka

Des récoltes de thé record en avril

La production de thé au Sri Lanka a atteint 26,3 millions de kilos en avril 2024, selon Asia Siyaka Commodities PLC, soit une hausse marquée de 21 % par rapport à avril 2023 (21,6 M kg). C'est le meilleur chiffre pour un mois d'avril depuis 2021, où la production avait atteint 30 millions de kilos. Sur les quatre premiers mois de l'année, la production cumulée s'établit à 88,3 M kg, en progression de 10 % en glissement annuel, bien qu'encore inférieure aux 104 M kg atteints sur la même période en 2021. Cette dynamique conforte les espoirs d'une reprise du secteur, après plusieurs années de baisse liée aux aléas climatiques, à la crise économique et à la réduction des intrants agricoles.

Les producteurs de thé dénoncent le poids des salaires

Alors que les coûts salariaux ne cessent d'augmenter, les prix du thé aux enchères stagnent voire reculent, compromettant la viabilité du secteur. En 2017, le thé sri-lankais se vendait 4,10 USD/kg, avant de tomber à 3,06 USD en 2019, année marquée par une hausse des salaires à 730 LKR/jour. En 2024, le prix est remonté à 4,08 USD, mais le salaire total est désormais de 1 550 LKR/jour. Cette pression sur les marges affecte l'investissement et la durabilité du secteur, qui emploie environ un million de personnes, soit plus de 10 % de la population. Malgré des revenus de plus de 300 milliards de roupies, plus de 60 % sont absorbés par les coûts salariaux.

Objectif de 400 millions de kilos de thé sri-lankais d'ici 2028 ?

Le gouvernement sri-lankais s'est fixé l'objectif de porter la production nationale de thé à 400 millions de kilos d'ici 2028, a annoncé le vice-ministre des Plantations, S. Pradeep. La stratégie s'appuie largement sur les petits exploitants, qui représentent plus de 70 % de la production actuelle. Un partenariat public-privé pilote, lancé en 2024 dans trois districts, a permis à 4 000 petits producteurs d'augmenter leurs rendements de 15 à 45 % en un an grâce à l'adoption de bonnes pratiques agricoles (GAPs), à des formations techniques, et à une assistance sur le terrain. Le rendement moyen national, aujourd'hui de 1 400 kg/ha, reste très inférieur à la moyenne mondiale de 2 200 kg/ha. Parmi les causes identifiées : vétusté des plantations, faible taux de renouvellement, diffusion insuffisante des techniques modernes, changement climatique, et pénurie de main-d'œuvre. L'objectif final, derrière la hausse des volumes produits, est surtout d'atteindre 2,5 milliards USD de recettes d'exportation d'ici 2028.

Bangladesh

Le secteur agricole voit son allocation légèrement diminuée pour le prochain budget

Dans le budget proposé pour l'exercice fiscal 2025-2026 (FY26), l'allocation destinée au secteur agricole représente 463 Mds Tk (3,34 Mds EUR) soit 5,86 % du budget total, en légère baisse de 11 Mds Tk par rapport au budget voté un an auparavant. 37% de ce budget est alloué aux subventions publiques à l'agriculture (mécanisation, engrais) – avec une enveloppe stable sur un an mais qui est très dépendante des fluctuations de prix sur les marchés mondiaux. En 2023-24, l'allocation avait dû être abondée de 80 Mds Tk supplémentaires (600 M EUR) à cause de l'envolée des prix.

Le budget d'investissement est porté à presque 100 Mds Tk (soit 710 M EUR), au travers de 114 projets différents. Près de la moitié concerne les cultures (51) et 21 l'irrigation. Le gouvernement prévoit notamment des investissements dans les infrastructures agricoles, avec l'amélioration du conditionnement, des chaînes de froid et du transport, ainsi que le développement de zones de transformation agroalimentaire et l'expansion de la capacité de stockage alimentaire. Les programmes d'aide alimentaire, comme les ventes en marché libre (OMS), continueront également pour soutenir les ménages à faible revenu.

Quelques ajustements fiscaux ont été décidés, par exemple l'exemption de droits de douane pour les machines pour les chambres froides, ou l'exemption de taxes à l'importation des produits pour les matières premières à la fabrication de pesticides.

Népal

Le Népal alerte sur sa forte exposition aux catastrophes naturelles et appelle à une coopération régionale pour renforcer les systèmes d'alerte précoce

Lors d'une réunion ministérielle régionale sur les systèmes intégrés d'alerte précoce et d'action rapide organisée à Colombo (Sri Lanka), le ministre népalais de l'Agriculture et de l'Élevage, Ramnath Adhikari, a alerté sur la forte vulnérabilité du Népal face aux catastrophes naturelles. Il a souligné que la géographie montagneuse du pays l'expose chaque année à des événements extrêmes tels que les inondations, les sécheresses, les vagues de froid, la foudre et les crues glaciaires, causant d'importants dégâts aux infrastructures et des pertes économiques substantielles.

Le ministre a appelé à une coopération régionale renforcée et à un consensus international pour renforcer la résilience climatique et mettre en place des systèmes d'alerte précoce plus efficaces. Il a insisté sur l'importance d'une approche coordonnée face aux risques climatiques transfrontaliers.

La réunion, coorganisée par le gouvernement sri-lankais et le RIMES (Système régional intégré d'alerte multi-aléas), a réuni des représentants de plusieurs pays d'Afrique et d'Asie pour discuter de la prévention des catastrophes, de la gestion des risques et des stratégies d'intervention rapide. [En savoir plus](#)

La Banque centrale du Népal autorise le commerce interbancaire des prêts agricoles et énergétiques pour améliorer la liquidité du secteur financier

La Banque centrale du Népal (Nepal Rastra Bank, NRB) a introduit une nouvelle directive autorisant les banques et institutions financières (classes A, B et C) à acheter et vendre entre elles des prêts accordés dans les secteurs de l'agriculture et de l'énergie. Cette disposition, incluse dans la Directive unifiée 2081, impose un transfert réel de fonds entre les établissements concernés, et seul l'établissement acheteur pourra comptabiliser ces prêts dans son portefeuille sectoriel.

Contrairement aux règles précédentes, qui permettaient la gestion interbancaire sans transfert de client ni consentement préalable, ce nouveau mécanisme assure une traçabilité comptable et redéfinit la gestion des prêts transférés. L'objectif est de renforcer la flexibilité financière et stimuler la liquidité, notamment dans les secteurs agricoles et énergétiques, en facilitant une meilleure circulation des ressources entre institutions financières. [En savoir plus](#)

Bhoutan

Le Bhoutan lance l'initiative «Un enfant, un œuf» pour améliorer la nutrition infantile et soutenir l'agriculture durable

Le Premier ministre du Bhoutan, Dasho Tshering Tobgay, et le directeur général de la FAO, Dr QU Dongyu, ont lancé à Thimphu deux projets majeurs : l'initiative «Un enfant, un œuf» et le Bhutan AgriSustain Fund. Financé par la FAO à hauteur de 2 millions USD, le programme vise à distribuer des œufs dans les cantines scolaires dès cette année, pour améliorer la nutrition de plus de 32 000 élèves dans 300 écoles.

Cette initiative nutritionnelle s'inscrit dans une stratégie plus large de transformation du secteur agroalimentaire. Le Bhutan AgriSustain Fund, qui vise à mobiliser 80 millions USD, a pour objectif de renforcer la sécurité alimentaire, soutenir les agriculteurs et promouvoir une agriculture durable à long terme.

Les œufs ont été choisis pour leur densité nutritionnelle : ils sont riches en protéines complètes, en vitamines (A, B12, D, etc.), en minéraux (fer, phosphore, sélénium) et en choline, essentielle au développement cérébral. L'OMS recommande leur intégration dans l'alimentation infantile pour lutter contre les carences.

Ce type de programme s'inspire de réussites similaires ailleurs, comme l'initiative One Egg lancée au Rwanda, aujourd'hui étendue à plusieurs pays africains et d'Amérique latine. Au Bhoutan, cette politique combine objectifs nutritionnels et soutien à la production avicole locale. [En savoir plus](#)

Le Bhoutan mise sur l'agriculture haut de gamme avec sa stratégie 2034

La stratégie «Bhoutan Agri-Food Sector Strategy 2034», lancée par le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, vise à faire évoluer l'agriculture du pays vers un modèle plus compétitif, durable et orienté vers les marchés internationaux. L'accent est mis sur la production de denrées à forte valeur ajoutée, comme le caviar noir, le fromage de yak, la truite arc-en-ciel et le poivre noir, destinées à des marchés ciblés en Asie et au Moyen-Orient.

Le plan prévoit également la mise en place de certifications d'indication géographique (IG) pour valoriser certains produits traditionnels (miel, farine de sarrasin), ainsi que des politiques publiques visant à soutenir à la fois la nutrition nationale (ex. : initiative «Un enfant, un œuf») et la demande intérieure. Des institutions comme les écoles, monastères ou hôtels seront mobilisées pour garantir des débouchés locaux aux producteurs.

Par ailleurs, la future Gelephu Mindfulness City est envisagée comme un lien potentiel entre agriculture biologique et tourisme de bien-être. L'objectif global est de renforcer la qualité, la traçabilité et la durabilité des produits agricoles bhoutanais afin de les positionner favorablement sur des marchés haut de gamme. [En savoir plus](#)

Le Bhoutan diversifie ses exportations agricoles vers de nouveaux marchés mondiaux au-delà de l'Inde et du Bangladesh

En 2024, le Bhoutan a élargi ses exportations agricoles vers des marchés internationaux comme les États-Unis, l'Australie, le Vietnam et la Thaïlande, rompant ainsi avec sa dépendance historique à l'Inde et au Bangladesh, qui absorbaient plus de 90 % de ses exportations. Ce virage stratégique vise à stabiliser le secteur face aux risques de volatilité des prix et à renforcer la résilience économique.

Grâce aux efforts du Département du marketing agricole et des coopératives (DAMC), le pays valorise désormais ses produits biologiques et sans produits chimiques pour conquérir des marchés premium. En 2024, plus de 200 tonnes de gingembre ont été exportées, principalement vers le Népal, les États-Unis et l'Australie, tandis que la cardamome, produit phare, a été vendue à plus de 1 000 Nu/kg au Vietnam, en Thaïlande et aux Émirats arabes unis.

D'autres exportations ont inclus oranges, produits laitiers (beurre, fromage), et aliments transformés (chips, nouilles, champignons, pommes), marquant les premiers pas vers une diversification des produits. Malgré les obstacles liés à la géographie montagneuse et au manque d'infrastructures, des améliorations en logistique, certifications (bio, GAP), et partenariats douaniers ont facilité cette transition.

Les agriculteurs en tirent profit via de meilleurs prix et une demande plus stable. Le gouvernement prévoit d'investir davantage dans le stockage, l'emballage et la logistique, tout en promouvant l'image de marque des produits bhoutanais dans les foires internationales et en ligne. Les jeunes et les coopératives rurales sont encouragés à participer à cette dynamique, créant ainsi de nouvelles opportunités d'emplois et de revenus en milieu rural. [En savoir plus](#)